

**Votre contact en direct**

049nathalie.robbe@pole-emploi.net

C49/ID005/AC8H

M. FARHAOUI YAZID  
APPARTEMENT 8  
10 RUE ARISTIDE BRIAND  
59000 LILLE

**Références à rappeler**

numéro identifiant 4784137Z  
numéro de demande RBFW001

LILLE, le 31 juillet 2018

TC495373 AC8H

Objet : **Attribution d'une aide à la mobilité**  
(Notification à conserver)

Monsieur FARHAOUI,

Vous participez à un concours public dans une localité éloignée de votre domicile et avez déposé une demande d'aide à la mobilité.

Votre demande d'aide à la mobilité a été acceptée.

Pour votre recherche d'emploi se déroulant à ST HERBLAIN, le 30 mai 2018, cette aide comporte :

- des frais de déplacement pris en charge par un bon SNCF
- des frais de repas à hauteur de 6 euros par jour
- nombre de repas : 1.

Cette prise en charge est celle que nous avons retenue au regard de votre situation et des conditions de déroulement de votre action de reclassement.

Ces montants seront versés si :

- vous nous communiquez une copie de l'attestation de présence dans un délai maximal de 15 jours à compter du dernier jour du concours public.

En l'absence de justificatif fourni dans les délais, l'aide n'est pas due.

Ce versement (à l'exception des frais déjà pris en charge au moyen d'un bon d'aide à la mobilité ou d'un bon SNCF) sera effectué par virement sur votre compte FR76 3002 7170 1200 0301 0820 125 CMCIFRPP.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur FARHAOUI, nos salutations distinguées.

Le Directeur de l'agence

---

POLE EMPLOI HAUTS-DE-FRANCE

POLE EMPLOI LILLE REPUBLIQUE CS 10005 121 BD DE LA LIBERTE 59045 LILLE CEDEX

www.pole-emploi.fr - 3949 Service gratuit + prix appel

DU LUNDI AU JEUDI DE 08H30 A 12H45 ET LE VENDREDI DE 09H00 A 12H00. SUR RDV DU LUNDI AU JEUDI DE 12H45 A 16H30

### POSSIBILITE DE RECOURS

Dans les deux mois suivant cette notification, vous pouvez contester cette décision en exerçant :

- soit un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ;
- soit un recours hiérarchique auprès du directeur régional de Pôle emploi ;
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Ces recours permettent de réexaminer votre situation, mais ne peuvent en aucun cas conduire à déroger à la réglementation applicable.